

Salamé appelle à une « solution immédiate » pour sortir de la crise

SITUATION FINANCIÈRE

P.H.B.

Alors qu'il avait déjà commenté dans une interview au New York Times les manifestations dirigées contre les dirigeants libanais, le gouverneur de la Banque du Liban (BDL) Riad Salamé est une nouvelle fois monté au créneau hier pour appeler à ce qu'une « solution immédiate » soit trouvée pour mettre fin à la crise sociale et institutionnelle qui paralyse le pays depuis le 17 octobre.

Dans une interview à la chaîne américaine CNN, le gouverneur a espéré que la solution serait trouvée « dans les jours qui viennent » pour éviter que le pays « s'effondre économiquement ». « [Les banques sont fermées](#) et si la diaspora ne voit aucune solution se profiler, ses investissements, sur lesquels le Liban compte, vont diminuer », a notamment estimé le gouverneur de la BDL. Les remises de la diaspora ont contribué à près de 13 % du PIB du pays en 2018.

« Le coût de la crise actuelle est lourd pour le pays, nous perdons chaque jour un peu plus la confiance (des investisseurs, NDLR), or l'économie est basée sur la confiance », a encore déclaré M. Salamé. Il a enfin noté que le Premier ministre Saad Hariri, qui selon lui « voulait démissionner et former un nouveau gouvernement », a souhaité éviter « une vacance au niveau de son poste qui risquerait d'aggraver la situation ».

Clarification

Fait inédit : le gouverneur a affirmé avoir été contraint de clarifier ses propos après la publication d'une première version de l'article en ligne publié par CNN avec un extrait de l'interview. Dans cette dernière, la chaîne américaine avait titré que le gouverneur craignait « un effondrement économique dans les jours à venir » si aucune issue n'était trouvée. « Je n'ai pas dit que le pays allait s'effondrer dans les jours à venir. J'ai dit que nous devons trouver une solution dans les jours à venir pour maintenir autant que possible la confiance », a-t-il précisé à la LBCI. Selon Reuters, la publication de la première version de la brève en ligne de CNN a fait décrocher les prix des eurobonds du pays – titres de dette en devises – qui étaient déjà à des niveaux historiquement bas la semaine dernière. Des propos confirmés par une source proche de la BDL ainsi que dans un entretien accordé quelques heures plus tard à Reuters et dans lequel il a par ailleurs assuré qu'il n'y aurait « pas de contrôle de capitaux » ni de « réduction du service de la dette en ponctionnant les dépôts » lorsque « les banques, fermées depuis le 18 octobre, ouvriront à nouveau leurs portes. Une précision qui tente de répondre aux rumeurs autour des mesures qui seraient envisagées en dernier ressort par les dirigeants libanais pour freiner la hausse de la dette publique du pays, qui inquiète de plus en plus les principales agences de notation américaines, ainsi que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale.

Samedi, Riad Salamé avait affirmé [douter qu'une démission de sa part](#) « soit dans l'intérêt du pays » estimant par ailleurs que ceux qui ont pâti de ses politiques en matière de lutte contre la corruption essaient désormais de le faire tomber, dans une allusion au Hezbollah.

Il reste que le gouverneur est également désigné par une partie des manifestants comme un complice de la classe politique. Plus tôt dans la journée, lundi, des dizaines de manifestants hostiles à la politique financière du gouverneur s'étaient rassemblés devant le siège de la BDL à Beyrouth, ainsi que devant ses antennes régionales au Liban-Sud et la Békaa.

